Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 22 FEVRIER 19.9 - N° 859 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

L'armée chinoise démantèle trois bases de missiles vietnamiens

Selon une information de l'AFP, l'armée chinoise annonce avoir détruit trois bases de missiles sur les sept déployées au Vietnam contre la Chine. De son côté, l'Agence Chine Nouvelle a annoncé mardi que les forces frontalières de l'Armée Populaire de libération au Guangi et au Yunnan continuent de repousser les troupes de l'agresseur vietnamien.

Lire en page 8

Journée «La Loire veut vivre» : un succès

On n'avait jamais vu ça depuis la Libération, affirmaient mardi les organisateurs de la manifestation qui regroupait 50 000 personnes à Saint-Etienne. A Roanne 6 000 personnes, la plus importante depuis 1968. 100 000 travailleurs en grève dans tout le département de la Loire. La journée de protestation et de solidarité contre les licenciements a véritablement mobilisé à un degré rarement atteint tout le département de la Loire.

Lire en page 3

Dans *Le Quotidien du Peuple* du samedi 24 février

Contraires au sein du peuple

Les révolutionnaires et l'Europe

Reportage

L'Espagne à la veille des élections

Longwy: LA POPULATION SOLIDAIRE DES SIDERURGISTES

Initiative de masse mercredi

Un barrage routier près de la frontière belge lors de la journée d'action du 16 février dernier : une initiative des sidérurgistes qui reçoit le soutien de la population.

Mercredi soir, la CFDT appellait la population de Longwy à se réunir à 20 heures devant l'Hôtel de ville, afin de préparer une action d'ampleur dans la lutte contre le chômage. Cette initiative est une nouvelle suite aux multiples actions de résistance aux licenciements engagés depuis des semaines déjà. Mardi, c'était le tour du tribunal d'Instance de recevoir la visite des sidérurgistes, venus voir de plus près ce qu'il en était des dossiers de saisies et autres arrêts sur salaires, nombreux dans la région. Comme la journée du 16 l'a prouvé, les sidérurgistes sont loin d'être seuls dans leur combat : non seulement la population est solidaire, mais elle participe elle-même à un certain nombre d'actions, manifestations ou autres. Impulsée par les travailleurs, cette unité est lourde de sens : elle exprime la révolte d'une région qui ne veut pas mourir, elle exprime la détermination de toute une population à mener la lutte.

Jusqu'à présent, cette unité populaire se manifestait surtout dans des manifestations, ou des journées villes mortes. Le fait que la population soit maintenant partie prenante de ces actions efficaces qui font la force des sidérurgistes montre qu'un pas nouveau a été franchi.

Lire en page 2

Barre, Fabre et le chômage : ILS PROVOQUENT

Alors que le chômage continue à croître de manière dramatique, le gouvernement a au moins un mérite : celui d'attiser le mépris et la révolte contre lui. Dimanche, c'étaient les petits messieurs de l'UDF qui proposaient un «impôt chômage», comme il y eut un impôt sécheresse ; le chômage, une calamité comme une autre, en quelque sorte... Mardi, Fabre a fait son petit tour à l'Elysée, pour proposer la création de 320 000 emplois. Pourquoi pas un million après tout ? Fabre a cette particularité de pouvoir faire beaucoup de bruit pour ne rien dire, et tout le monde sait, y compris lui, que ces propositions sont inopépérantes, ou qu'elles ne seront pas prises en compte. Et puis il y a Barre. Carapaçonné dans son mépris des masses, il a repris de plus belle ses provocations : s'adressant à *L'Express*, il a trouvé le moyen de considérer la situation économique comme *«satisfaisante»*, déclarant qu'il *«n'adoucirait pas sa politique»* et que le chômage n'était pas prioritaire parmi les problèmes à résoudre.

Les provocations sont à l'image du personnage : énormes et lamentables. Elles appellent à une riposte.

Lire en page 4

LUTTES OUVRIERES

Longwy : LE BILAN DES DERNIERES INITIATIVES PRISES PAR LES TRAVAILLEURS EST JUGÉ POSITIF DANS LE BASSIN

La participation massive des travailleurs et de la population aux forums proposés par la CFDT le 16 doit retenir toute l'attention. C'est une preuve de plus qu'ils veulent lutter et prendre en main leur lutte. A côté de cela, il y a eu aussi les initiatives de la CGT. En particulier, le dépôt sur la place de l'hôtel de ville de Longwy, des produits d'Usinor.

Il y avait une lingotière, des tôles, des cornières, du fil, des poutrelles, du torsadé, etc...

Si on peut considérer cette initiative comme positive, beaucoup de travailleurs remettent en cause le fait que ce ne sont que des produits d'Usinor. Par exemple, aucun feuillard de la Chiers, aucun rail de Villerupt, rien des fonderies de Courcy, aucun grillage, pas une pointe des tréfilés de Courcy. Rien non plus des autres boîtes qui en dépendent comme la SLPEM, les briques réfractaires de chez Doit-teau.

Par la Radio SOS-Emploi, la CFDT a donné son point de vue là-dessus. Le fait de limiter l'exposition des produits d'Usinor va dans le sens de réclamer «l'aciérie pour Usinor» et ne va pas dans le sens de l'unité de tous les travailleurs du bassin, sidérurgie et autres secteurs.

La CFDT a appelé l'ensemble des travailleurs à compléter cette exposition par les produits de chaque entreprise. Ce qui va dans le sens de l'unité qui s'affirme toujours très forte ici.

Pour le 21, la CFDT a appelé la population à se rassembler à 20 heures devant l'hôtel de ville de Longwy pour les faire participer massivement à une opération coup de poing qui risque de se prolonger jeudi. Le 22, Mitterrand doit rencontrer l'Intersyndicale de Longwy à peine un quart d'heure, juste avant de donner une conférence de presse !

Cette nouvelle n'impressionne que peu de monde, pas plus que la rencontre de Boulin avec les organisations syndicales pour le vendredi. L'idée qui prime en ce moment, est que les travailleurs ne doivent pas baisser le ton mais renforcer leur mobilisation.

LES MANOEUVRES DE DIVERSION VOUEES A L'ECHEC

De toutes parts, ceux de Longwy sentent qu'on leur tend des traquenards. Qu'ils viennent du gouvernement, des partis bourgeois ou des syndicats eux-mêmes.

D'abord sur la prétendue reconversation après la visite de Ford en Lorraine. Les travailleurs ont trop l'habitude de ce type de manœuvre. Pour démobiliser les gars d'Usinor-Thionville il y a deux ans (et on pourrait même remonter aux plans de restructuration encore bien antérieurs comme en 1971 avec Wendel-Sidelor par exemple), la bourgeoisie avait monté — avec l'aide du PCF — son opération Saviem pour Batilly. Le PCF claironnait alors : *«La Saviem à Batilly, grande victoire des travailleurs».* Et bien parlons-en !

La Saviem devait créer 3 000 emplois à l'époque. Aujourd'hui il en ont péniblement créé 300.

Avec Ford, le PCF qui est complètement à cours de propositions de lutte, essaie timidement de rejouer la carte de la reconversion. Il vient de publier un communiqué dans lequel il a glissé cette petite phrase : *«A ce propos, l'éventuelle installation d'une usine Ford créant des milliers d'emplois dans la région serait considérée comme un succès des luttes de l'ensemble de la population qui veut vivre et travailler au pays».*

Cette prise de position sur la pointe des pieds ne manque pas de soulever des oppositions, y compris dans la CGT. Celle-ci pense en effet que l'implantation de Ford en Lorraine concurrencerait les firmes automobiles françaises. Quant au PCR, il a immédiatement répondu à cette nouvelle tentative du pouvoir par un tract et une prise de parole à Usinor-Sedaine et Usinor-Mont-Saint-Martin : *«Monsieur Giscard d'Estaing, la fureur des sidérurgistes ne fait que commencer. Barre envoie à Boulin, Boulin à Giraud et Giraud aux nouveaux patrons de la sidérurgie. Cela peut durer longtemps, mais justement, que cherche le gouvernement, si ce n'est à gagner du temps ?*

Pendant ce temps, Giscard prétend comprendre la «fureur des sidérurgistes». Mais ils ne veulent pas bouger d'un pouce sur leur plan. Alors il faudra sans doute leur faire entendre plus fort la colère des sidérurgistes et de la population.

ETUDIER CHAQUE CAS POUR LICENCIER

Messieurs Boulin et Brénas (préfet de la région) veulent étudier chaque cas, famille par famille. Leurs déclarations sont lourdes de menaces : «Postes lourds, handicapés, immigrés sans attaches locales», *ce sont ceux qu'ils voudraient frapper en premier. Voilà leur solution. Licencier, forcer au départ volontaire et à la pré-retraite, bien sûr sans remplacement. Ce qui signifie :*

— intensification du travail pour ceux qui restent avec sa conséquence : l'insécurité qui grandit comme le montrent les quatre morts de Sollac le 8 février, le mort et les trois blessés du haut-fourneau 4 d'Usinor-Dunkerque.

— Aggravation du chômage pour les jeunes en particulier, puisque le nombre d'emplois diminue.

Et quel cynisme ! Ils veulent s'en prendre aux handicapés. Ceux que le capitalisme a mutilés, ceux qui ont payé de leur sang la course aux profits. Il veut les jeter à la rue comme des outils usagés.

Et aussi aux immigrés, «sans attaches locales». *Ceux que les capitalistes ont su aller chercher pour les exploiter pendant des années, on veut les renvoyer. Mais pourquoi n'auraient-ils pas les mêmes droits que les ouvriers français ?*

Bien sûr, il s'agit de manœuvres de division, car une fois les licenciements effectués, il y en aurait d'autres. C'est une menace qui pèse en permanence sur chacun. Refusons ces manœuvres, notre unité c'est notre force.

DIVERSIFICATIONS ? NON, DIVERSIONS !

Gagner du temps pour le gouvernement, c'est aussi faire miroiter les créations d'emplois : déclaration de Messmer sur les 20 000 emplois à venir ; visite tapageuse de l'état-major de Ford.

Bien sûr, ces promesses ne sont pas pour tout de suite. Quant aux emplois proposés, ce sont pour la plupart des emplois d'OS à la chaîne et au SMIC. Avec ces quelques promesses, il faudrait accepter les licenciements et se tenir tranquille, car il paraît que ces messieurs veulent «la paix sociale»...

Faut-il dire oui ou non à ces créations, à supposer qu'elles soient réelles ?

Ce n'est sans doute pas la question. L'essentiel, c'est que cela ne peut justifier les licenciements dans la sidérurgie et ailleurs. Si des emplois sont créés, qu'on embauche les chômeurs, et il y en a plus de 20 000 entre Thionville et Longwy. Ford ou pas, Saviem ou pas, non aux licenciements !

FACE AUX TENTATIVES DE DIVISION ET DE DIVERSION, MULTIPLIONS LES ACTIONS EFFICACES

Barre, Giscard et Giraud clament qu'ils ne reculeront pas ! Pourtant ce ne sont pas les actions résolues qui ont manqué à Longwy, dans toute la région, à Denain, mais aussi dans le Nord. La journée du 16 a aussi montré notre détermination.

Ce qu'il faut multiplier, ce sont les actions efficaces et sans doute, il faudra monter d'un cran dans la mobilisation. Le PCR ml continuera d'être présent aux côtés des travailleurs. Nous soutiendrons résolument les actions quelles que soient les formes qu'elles prennent.

C'EST UNE VERITABLE RESISTANCE OUVRIERE ET POPULAIRE QU'IL FAUT CONSTRUIRE

Oui, il s'agit d'une résistance qui peut unir autour de la classe ouvrière, d'autres couches de travailleurs : les chômeurs, les jeunes et les femmes du peuple. Mais une résistance qui ne se trompe pas de cible. L'ennemi, ce n'est pas «l'Etranger», c'est la bourgeoisie de notre pays, le capitalisme en crise. Cette bourgeoisie intransigeante qu'il faut faire reculer aujourd'hui en relançant la lutte. Contre les licenciements et le chômage, résistance ! Oui aux actions efficaces».

A propos de la rencontre du 23, on en discute ferme, notamment parmi les syndicalistes CFDT. Les camarades de Longwy ne sont pas prêts à accepter n'importe quoi d'où que cela vienne.

Il y a aussi un sujet de discussion brûlant. Et maintenant, que faire ?

C'est la question de la montée sur Paris qui est posée. Avec qui ? et pourquoi faire ? Tous ensemble ou seulement les sidérurgistes ?

Et puis, quelle marge de manœuvre pour le pouvoir : lâcher le Premier ministre ? Et puis, est-ce qu'on va lutter pour se faire récupérer par le PCF ?

C'est de tout cela que les militants discutent, et le débat est largement ouvert.

Corr. LONGWY

Une action coup de poing qui connut une participation massive, l'occupation de l'Union Métallurgique de Longwy à partir du 16 février.

• La police agresse une manifestation à Rouen : 4 travailleurs blessés

La police a brutalement agressé une manifestation des travailleurs et travailleuses de Kiwi qui se rendait mardi devant la préfecture de Seine-Maritime à Rouen. Les flics ont tiré dans la manifestation à coup de grenades lacrymogènes, à tir tendu. Dispersée dans la violence, la manifestation s'est reformée une demi-heure plus tard, avec cette fois-ci près de 2 000 manifestants. De nouveaux affrontements se sont alors produits. Quatre travailleurs ont été blessés par les grenades lacrymogènes, alors que la préfecture fait état de plusieurs blessés du côté des flics. Une nouvelle manifestation de riposte a lieu mercredi après-midi.

En bref...

• La police est intervenue mardi matin pour expulser les grévistes de la société Bithorel-Informatique, qui occupaient leur lieu de travail depuis un mois.

• 600 ouvriers de l'usine Thomson-Brandt de Lesquin, dans le Nord, ont bloqué mardi après-midi l'autoroute Paris-Lille, à la hauteur de Seclin.

• Pour s'opposer à des sanctions à l'égard des huit délégués CGT, des travailleurs de Norton, à la Courneuve, ont séquestré, dans la matinée de mardi, le directeur de production de l'usine. La direction semble être revenue sur les sanctions.

• L'entreprise de construction SOFEEC, à Villejuif, est occupée depuis mardi par les travailleurs, qui s'opposent à un plan de licenciement de 320 personnes, dont 84 pour Villejuif.

Saint-Etienne :

JOURNEE MASSIVE POUR VIVRE ET TRAVAILLER DANS LA LOIRE

■ *«Manifestation d'ampleur inégalée depuis la Libération»* ont déclaré les organisations syndicales à l'issue de la marche sur St-Etienne. En effet, près de 50 000 personnes ont sillonné pendant plus de deux heures les rues de la ville. A 11 heures du matin, la rue principale de St-Etienne, de Bellevue au Sud jusqu'à Perrasse au Nord était couverte de manifestants.

A Roanne également, la mobilisation était importante : près de 6 000 travailleurs dans les rues, comme en Mai 68.

Dans toute la Loire, c'est près de 100 000 travailleurs qui ont fait grève 24 heures : les métaux à 100 %, les PTT à 95 %, l'enseignement également à 95 %, pas un seul train depuis lundi soir sur la région, et de très nombreux commerçants ont fermé leurs rideaux entre 10 heures et midi ; les villes de Rive-de-Gier, Saint-Chamond, la vallée de l'Ondaine presque paralysées. Ces quelques indications prouvent le caractère massif de cette journée.

La question des perspectives à donner à cette mobilisation pour la période qui vient reste posée : qu'est-ce qu'on fait après le 20 ? Certes, des boîtes comme la SSCM (société stéphanoise de construction métallique), ou comme Béraud-Fonvielle, ainsi que d'autres moins importantes, ont déjà prévu de continuer l'action. Certes, dans le secteur de la santé, dans quelques jours, des assemblées générales vont se tenir pour voir la suite à donner au 20 février.

Une grande mobilisation unitaire comme celle-ci ne peut avoir pour suite les petits calculs politiciens des élections cantonales. Les travailleurs de la Loire n'étaient pas rassemblés pour donner le coup d'envoi d'une campagne électorale, mais bien pour affirmer : *«ce n'est qu'un début, continuons le combat»*.

Citons le déroulement de cette journée : à St-Etienne, quelques barrages de route étaient mis en place dès cinq heures du matin. A 6 heures en bas de Monreynaud, dans la zone industrielle du Marais, trois barrages, dont celui au carrefour des aciéries ou celui en face des laminoirs du Marais. Les militants du secteur métaux Nord, badges CGT sur la poitrine, nous expliquent que dans tout le secteur, *«tout est bloqué»* ; et pourtant, les petites boîtes sont nombreuses. A Marrel, pas un seul travailleur n'est rentré.

Nous descendons plus bas à un autre barrage ; il est déjà 7 heures, la neige tombe. Une quarantaine de militants bloque la route. Plusieurs d'entre eux engagent la conversation avec nous : *«Cela se passe bien, mais il faudrait continuer et poursuivre ce genre d'action»*. L'exemple lorrain revient souvent dans les propos. Bien sûr, on discute des perspectives après cette grève de 24 heures. Un militant nous dit que les gars dans les boîtes ont posé la question : *«Est-ce une journée d'action comme les autres ?»*

Dans les boîtes du coin, SSCM, SOMA, Ernault-Somua, la grève est totale. Au carrefour des aciéries, là aussi, les gars nous parlent de ne pas en rester là. *«Il faut une grève générale car boîte par boîte, on ne peut pas gagner»* nous dit l'un d'eux. Aujourd'hui, à la différence d'il y a quelques mois, il est certain que la combativité augmente. Un militant nous cite le cas d'un petit village, Terrenoire, où les chômeurs sont passés de 800 à 1 200 en quelques mois. *«Cela ne peut plus durer»* ajoute-t-il.

9 heures place Carnot, un des rassemblements de St-Etienne se met en place. Essentiellement des métallos. D'autres sont prévus, l'un devant Manufrance, l'autre vers l'hôpital Saint-Jean de Bonnefond. Puis, ces trois cortèges vont converger vers la Bourse du travail. A 10 heures, la manifestation ira rejoindre devant l'hôtel de ville, les travailleurs du reste du département, ceux de Rive-de-Gier, de Saint-Chamond, avec les gars de Creusot-Loire et de JB Martin en tête, ceux de Firminy et de Chambon-Fougerolle... Des cortèges très animés et dynamiques, la plupart des gars sont venus à pied, soit pendant 10 ou 12 kms... La place est noire de monde, parsemée de nombreux drapeaux rouges siglés CFDT, et de banderoles qui, inlassablement affirment : *«Nous voulons vivre et travailler dans la Loire»*. Une impression dominante, celle d'une très forte participation ouvrière. Ici, les manifs, ce sont avant tout les métallos stéphanois, de l'Ondaine ou du Gier.

Du côté de la préparation de cette journée, au fur et à mesure que la mobilisation prenait de l'ampleur, qu'elle devenait combative, les organisateurs ont révisé en baisse toute une série d'objectifs : peu de barrages se sont tenus, un collage d'affiches très minime en regard de ce qu'il était prévu... La peur de possibles «débordements» y a été certainement pour beaucoup... Et puis, il y a cet appel si rapide à la dispersion devant la Bourse du travail, trop rapide pour ne pas être cité.

Des cortèges étaient combatifs. Ceux de la vallée du Gier, avec les gars de Creusot-Loire Marrel en tête, trois tracteurs devant, et aussi ceux de Firminy scandant place Bellevue : *«Pour sauver l'Ondaine, 35 heures par semaine»* ou des mots d'ordre comme : *«Les patrons nous licencient, licencions les patrons»*. Par contre, le cortège Manufrance donnait l'impression que la lutte était déjà enterrée : camionnette recouverte d'un linceul noir, sonnerie aux morts...

Incontestablement, cette journée est un vif succès par l'ampleur de la grève générale, par l'imposant défilé dans les rues de St-Etienne. Alors, prochaine étape, la marche sur Paris ? Les responsables CGT y sont très favorables. Il est vrai que maintenant, vu l'ampleur de la mobilisation du 20, les organisations syndicales sont tenues d'offrir un objectif supérieur. Mais la lutte se joue aussi sur le terrain : d'abord, en tirant largement le bilan de cette journée dans les usines et les chantiers ; et aussi, en engageant l'action partout et tout de suite sur des objectifs concrets et mobilisateurs : les 35 heures par semaine sont de ceux-ci.

Michel BERTEL

A quelques mètres de la préfecture, une partie des travailleurs de Creusot-Loire scande :«A la préfecture». Très rapidement, le cordon sanitaire syndical intervient, parfois très violemment. Des ouvriers, badges CGT collés sur la veste sont bousculés et refoulés...

• Redon : plein succès de la journée *«ville morte»*

Redon, en Ille et Vilaine, est aujourd'hui une des capitales bretonnes du chômage. 13 % des salariés y sont au chômage. Au cours de ces trois dernières années, neuf entreprises ont fermé, provoquant 543 licenciements. Des «compressions de personnel» ont par ailleurs entraîné 893 licenciements dans la dernière période.

Une journée *«ville morte»* a eu lieu mardi, pour protester contre le chômage, mais aussi pour lutter pour travailler et vivre au pays. La manifestation, à laquelle appelaient la CGT, la CFDT, FO et la FEN a regroupé 5 000 personnes. La journée *«ville morte»* a commencé à 10 heures du matin, alors que sonnait le tocsin. La quasi-totalité des commerçants ont baissé leurs rideaux, alors que les travailleurs dressaient des barrages sur les routes pour isoler la ville. Les trains aussi ont été stoppés en gare. Le succès de cette journée a renforcé la détermination des travailleurs, et d'autres actions sont prévues.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LES EMPLOYES DE BANQUE POUR LES 35 HEURES

■ **Mercredi matin débutait dans toutes les banques de France une grève qui durera au moins 48 heures ; on ne peut exclure que celle-ci se prolonge au-delà. L'Intersyndicale met au premier plan des revendications la semaine des 35 heures.**

Déjà principalement pour la réduction de la durée hebdomadaire de la semaine de travail, une grève de 24 heures avait été suivie le 31 janvier. On estime qu'à cette occasion 50 % du personnel bancaire avait cessé le travail. L'ampleur du mouvement était sans précédent, supérieur même disait-on à ce que l'on avait vu lors de la grande grève de 1974.

Si la question du rattrapage du pouvoir d'achat joue également un rôle important, les travailleurs des banques en profitent aussi pour réclamer un salaire d'embauche nettement plus élevé que celui qui existe. Il est aujourd'hui de 2 056 francs alors que les syndicats revendiquent 2 500 francs.

Mais c'est bien la semaine de 35 heures qui est la revendication principale. Obtenue, elle permettrait à la fois d'améliorer les conditions de travail et surtout de permettre l'embauche ou au moins d'éviter les licenciements. L'informatique constitue en effet aux yeux des syndicats d'employés une réelle menace à brève échéance pour l'emploi.

Cette grève débute alors que les employés des assurances multiplient grèves et occupations à Paris. 10 000 d'entre eux, selon les syndicats, manifestaient vendredi dernier.

En avril 1977, les employés des banques dans la rue

POLITIQUE

Un des responsables de *France Nouvelle* abandonne ses fonctions

Gérard Belloin, membre du comité de rédaction de *«France nouvelle»*, hebdomadaire central du PCF, et responsable de la rubrique culturelle a décidé de cesser de collaborer à la revue. Il dénonce la «remise en cause» de *«l'examen ouvert de toutes les questions (et de) l'appel à la réflexion des lecteurs»*.

Belloin constacte que *«le journal est maintenant voué à l'autocensure, au règne des pressions de toutes sortes et aux «mesures administratives» à l'encontre de certains de ses collaborateurs, aux listes d'interdits de plume»*.

Il refuse de *«s'associer à des pratiques... (qui) visent à créer les conditions pour faire du XXIIIe congrès, un congrès d'approbation de la direction»*.

Belloin a choisi de poursuivre ses réflexions sur *«la presse communiste»* dans *«Maintenant»* nouvel hebdomadaire où il retrouvera J. Elleinstein.

Le départ de Belloin suit de peu la démission du PCF de Jean Thibaudeau, membre du conseil de rédaction de la *«Nouvelle critique»*, qui, dans le *Matin* du 20 février, critique ce parti qui aujourd'hui *«marche à l'heure de Brejnev»*.

Depuis la disparition de *Paris Hebdo* et de *Point du jour*, c'est la poursuite de la réorganisation et de la réorientation du système de presse du PCF, menacé selon les termes du Bureau Politique par la *«véritable guerre idéologique conduite aujourd'hui par le grand capital»*.

• Polémique sur les finances du PCF

L'Humanité de ce mardi répond à un article de *l'Express* sur les liens financiers qui l'uniraient à l'URSS. *L'Express* mettait en cause le fait que le PCF (ainsi que la CGT) avaient des comptes en banque à la banque commerciale de l'Europe du Nord, qui est une filiale de la banque d'Etat soviétique. Sur la base de cette information, qui n'est pas nouvelle, l'auteur concluait à la dépendance financière du PCF vis-à-vis de l'URSS. *L'Humanité* répond que : *«Les relations du» parti communiste avec cet établissement sont absolument normales, parfaitement connues et légales, comme celles du parti communiste avec plusieurs autres établissements bancaires»*. L'organe du PCF affirme : *«Les «révélations» de* l'Express *n'apportent qu'une seule preuve : c'est que le parti communiste ne reçoit pas un centime de l'étranger»*.

• Elleinstein déclare : «Maintenant *c'est pour demain»*

Mardi, à Europe 1, Elleinstein a annoncé la parution ces jours-ci de l'hebdomadaire *Maintenant*. Il semble donc que les obstacles politiques et financiers ont été surmontés. Maspéro, pressenti pour s'associer à cette initiative, avait décliné l'invitation. Aujourd'hui, l'équipe qui se constituerait entre autres de Fremontier, Christine Buci Glucksman, Nikos Poulantzas, de membres du CERES, du PSU, et de la LCR, se grossit de Gérard Belloin, membre démissionnaire du comité de rédaction de *France Nouvelle*.

C'est en mai 1978 qu'a été lancé le projet d'une revue de «dialogue» entre ceux qui, à gauche et à l'extrême gauche, *«aspirent à une autre politique»*. Cette nouvelle revue, chargée de succéder à *Politique Hebdo*, se définissait comme un hebdomadaire qui informe sur l'actualité, enquête sur *«les pratiques de résistance à l'exploitation»* et est un carrefour pour *«des communistes, des socialistes, des militants d'extrême gauche et autogestionnaires, des écologistes et des féministes»*.

A sa parution *Politique Hebdo* se réclamait aussi d'une «autre gauche». Cela n'a pas empêché ce journal d'apporter tout son soutien à l' Union de la gauche en appelant à voter pour elle en mars 78 et en s'opposant à tous ceux qui dénonçaient les illusions portées par le Programme commun.

Par ailleurs, les membres de la nouvelle équipe, Elleinstein en tête, ne sont pas des plus représentatifs des nouveaux mouvements de masse. Si ce journal ne sera pas au cœur de leurs débats, il tiendra cependant à les intégrer dans un discours bourgeois teinté de pluralisme et d'autogestion.

Un journal qui permettra sans doute à Elleinstein d'asseoir plus largement ses propositions social-démocrates. Mais aussi *«un nouvel espace politique»* pour ceux que l'échec de l'Union de la gauche a laissé sans perspective.

LE SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN BIENTOT SUR LES RAILS

Les ministres des Finances des Neuf se sont réunis ce lundi à Bruxelles, pour faire le point sur les perspectives économiques de 19/9. A l'issue de la rencontre, ils se sont déclarés convaincus que le système monétaire européen pourrait entrer en vigueur vers le mi-mars. Quelles seraient les chances de durée d'un tel système ?

L'idée d'une union monétaire européenne n'est pas neuve. En 1969, le franc français est dévalué de 11,1 % ; deux mois plus tard, le mark est réévalué de 9,25 %. Face aux perturbations que cette valse des monnaies entraîne dans les échanges communautaires, le sommet de la Haye, en décembre 1969, décide la création de l'union économique et monétaire. Le système ne devait pas durer bien longtemps, puisqu'en 1971, l'Allemagne et les Pays-Bas décident de laisser flotter leur monnaie. Ce flottement des monnaies se généralise en août de la même année, lorsque le dollar cesse d'être convertible.

En 1972, est constitué le «serpent monétaire». Il s'agit d'un système qui laisse flotter les monnaies européennes entre elles dans des limites assez étroites. Le système monétaire agricole (les monnaies «vertes») est rattaché au «serpent». Mais le développement inégal des différents pays de la Communauté nuit à la solidarité du système. Dès 1973, l'Italie quitte le serpent. La crise pétrolière de 1973 accentue cette tendance : la France quitte le serpent en 1974 (elle le réintégrera pour une brève période en juillet 1975 pour le quitter de nouveau en mars 1976). A l'heure actuelle, le mécanisme du serpent ne comprend plus que l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas et le Danemark, ce qui le rend pratiquement caduc.

LES CONSÈQUENCES DE LA BAISSE DU DOLLAR

La question d'une zone de stabilité monétaire en Europe est revenue au premier plan de l'actualité à la suite des mouvements désordonnés du dollar, qui a connu en 1978 une baisse constante, suivie d'une remontée aussi imprévisible. Ces mouvements de balancier causaient des perturbations, à des degrés divers, dans les économies des Neuf ; en particulier, elles rendaient à peu près impossible toute prévision économique sérieuse.

C'est donc par solidarité contre les pressions américaines que les Neuf ont tenté laborieusement de mettre au point, depuis juillet 1978, une zone de stabilité monétaire en Europe, dont les modalités essentielles consistaient en des taux de change flottant dans des limites strictes, et des mesures d'intervention pour maintenir la parité des monnaies.

Si les raisons de s'unir face aux pressions économiques des Etats-Unis sont bien réelles, elles n'ont pas suffi jusqu'à présent à faire passer au second plan les contradictions qui opposent entre eux les différents impérialismes européens : les pays dont les monnaies sont les plus faibles souhaitaient des marges de fluctuation plus larges que les 2,25 % prévus. Le résultat est que, dès décembre, la Grande-Bretagne annonçait qu'elle ne participerait pas au nouveau système, cependant que l'Italie et l'Irlande n'acceptaient d'y participer qu'à la condition de bénéficier d'une possibilité de fluctuation de 6 %. La cohérence du système se trouvait donc mise en cause avant même son entrée en vigueur.

En fin de compte, c'est le différend franco-allemand sur les montants compensatoires qui a retardé la mise en route du SME, initialement prévue pour le 1er janvier de l'année en cours. Si les ministres des Neuf pensaient, ce lundi, que le fonctionnement du SME pouvait être envisagé dans quelques semaines, c'est probablement qu'un compromis a été trouvé entre l'Allemagne et la France. Reste à savoir qui, dans l'affaire, aura lâché le plus de terrain.

UNE VOLONTE POLITIQUE ?

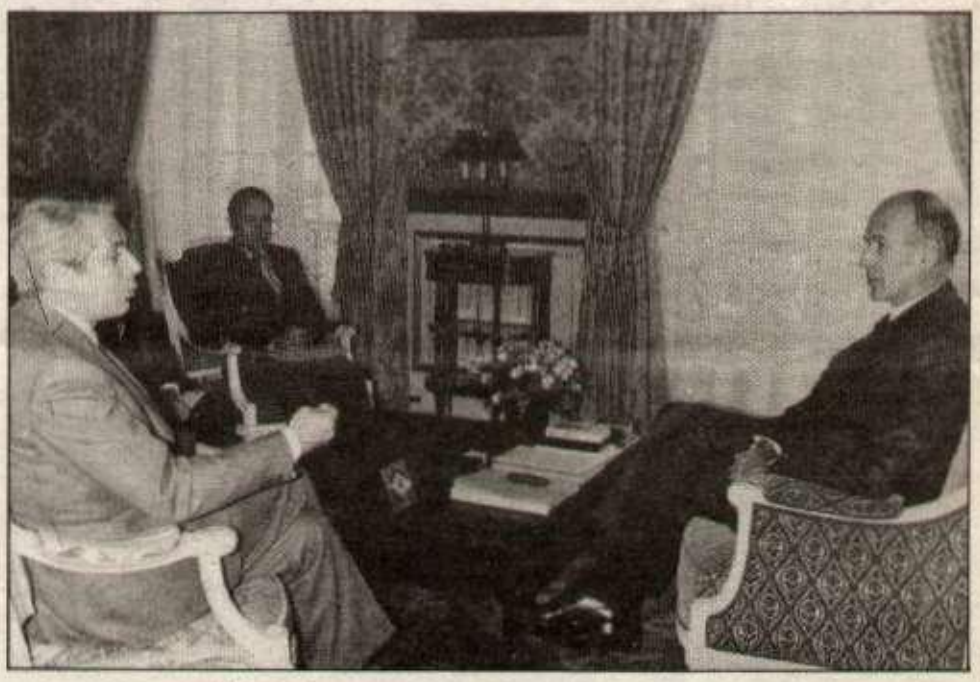
L'ensemble des éléments de ces tractations monétaires tourne autour de la question : les intérêts communs des bourgeoisies occidentales face aux pressions des Etats-Unis seront-ils suffisamment forts pour résister aux contradictions, tout aussi réelles, qui opposent entre eux les différents impérialismes occidentaux ?

Pour l'instant, les divisions l'ont emporté. La mise en place du système monétaire européen semble aller dans le sens inverse. Mais des limites, on le voit, sont déjà apparues dans la définition même du système monétaire européen. Le système d'intervention prévu en cas d'écart des monnaies entre elles est lui-même peu contraignant, et donc de ce fait laisse planer des doutes sur la solidité du système : en cas d'écart d'une monnaie par rapport au taux-pivot, les gouvernements sont simplement tenus de se consulter. C'est sur l'insistance de l'Allemagne que les choses sont restées dans le vague : c'est en effet surtout de la part de ce pays que ses partenaires craignaient une réévaluation. Comme il n'est pas mis en place, au niveau européen, de procédure contraignante de contrôle, ni d'obligation d'intervention automique, au moins dans l'état actuel des choses, le système qui se mettrait en place serait donc assez fragile dès l'origine.

François NOLET

La potion magique de Robert Fabre

Peut-être ne vous en souvenez-vous plus, mais Robert Fabre était chargé par Giscard de faire des propositions pour réduire le chômage. Ce mardi, il a présenté le résultat de ses cogitations à Giscard, ce qui lui a donné l'occasion, à la sortie, de faire un peu parler de lui.



Donc le pharmacien de Villefranche-de-Rouergue a présenté sa préparation, baptisée «plan d'urgence». Depuis plus de cinq mois qu'il était chargé de cette «mission», l'urgence devait commencer à devenir pressante. Quels sont les ingrédients proposés ? Citons la création d'emploi dans le secteur tertiaire... par la mise à la retraite anticipée d'une partie des fonctionnaires (sur la base du volontariat quand même), la création d'emplois par l'interdiction de cumuler une retraite à taux plein avec un emploi : autant de mesures qui ne feraient que répartir la pénurie d'emplois. Des propositions dérisoires si on les examine de près : il propose que les fonctionnaires puissent prendre leur retraite, s'ils le désirent, après 37 ans et demi de service...

Plus audacieux : la perception d'un impôt sur les grandes fortunes. Une proposition directement issue du congrès de l'UDF : était-il besoin qu'un «homme d'opposition», comme il dit de lui-même, présente la même ? Enfin, dernier bocal de cette panoplie, l'allègement des charges sociales des entreprises : pour Fabre, il conviendrait de réduire de 1 % cette année les charges sociales des entreprises, donc de faire des cadeaux aux patrons. Rien de précis d'ailleurs sur les conséquences de cette proposition : l'Etat viendra-t-il combler la différence, ou plutôt les cotisations salariales connaîtront-elles une nouvelle augmentation ?

Sur ces bases, notre guérisseur prétend qu'il serait possible de créer 320 000 nouveaux emplois. Ça ne trompera guère de monde.

Kampuchéa : protection rapprochée de la capitale pour la visite de Pham Van Dong

Les troupes d'occupation au Cambodge contraintes de reculer

Selon des informations données par les services de renseignement thaïlandais et l'armée, les forces vietnamiennes ont dû se retirer de deux villes, Samrong et Banteary Chhmar. Si les combats sont de faible ampleur, le ravitaillement des garnisons devient de plus en plus difficile. Les garnisons de Battambang et Sisophon ne seraient plus ravitaillées. On s'attend à ce que les 25 000 hommes qui ont protégé la visite de Pham Van Dong à Phnom Penh soient expédiés en renfort dans l'Ouest du pays pour essayer de redresser la situation. Les mêmes sources affirment que les troupes kampuchéanes construisent actuellement une voie reliant la côte, à proximité de la frontière thaïlandaise, au centre du pays, qui permettrait ainsi que soit alimentée la résistance par la mer. Par ailleurs la radio cambodgienne a annoncé que l'Armée populaire avait tué quatre Cubains et un Russe au cours d'un engagement. Au total 700 soldats vietnamiens tués et 800 blessés au cours de la semaine, indique la radio.

A Pékin l'ambassadeur du gouvernement kampuchéan a déclaré à l'AFP que *«tous les citoyens, même ceux qui ont travaillé dans l'administration de Lon Nol ou ceux qui vivent à l'étranger depuis longtemps, doivent se retrouver unis au sein d'un front uni anti-vietnamien».*

Le *«traité de paix, d'amitié et de coopération»* signé dimanche par le premier ministre vietnamien Pham Van Dong et les fantoches qu'il a installés à Phnom Penh *«légalise»* deux mois après coup l'occupation du Kampuchéa. Il est dit en effet dans l'article 2 : *«Les deux parties s'engagent à se prêter mutuellement de tout cœur soutien et aide dans tous les domaines et sous toutes les formes nécessaires en vue de lutter contre toutes les visées et actions de sape des forces impérialistes et réactionnaires internationales...».* Le régime fantoche du Kampuchéa est donc déjà lié officiellement par l'intermédiaire du Vietnam à l'URSS. Mais, en même temps, un autre délégué de ce régime allait négocier à Moscou pour signer probablement un traité militaire du même type que ceux qui lient à l'URSS le Vietnam, le Laos, l'Ethiopie, l'Angola et l'Afghanistan.

A l'occasion de la visite de Pham Van Dong au Kampuchéa, le *Nhan Dan* a écrit : *«Une nouvelle époque a commencé dans les relations entre les peuples des trois pays : Kampuchéa, Vietnam et Laos».* Il ne peut pas s'y tromper : le journal de Hanoï salue *l'avènement de la «fédération indochinoise»*, instrument des ambitions du Vietnam et de l'hégémonisme russe, dirigé contre la Chine et les autres pays d'Asie du Sud-Est.

Mais la visite de Pham Van Dong au Kampuchéa n'a pas été sans poser de problèmes aux troupes d'occupation. En effet les agences de presse indiquent que trois divisions ont dû être retirées des opérations pour protéger la capitale au cours de la visite du premier ministre vietnamien.

Les mêmes informations, recoupant celles du Kampuchéa démocratique, annoncent que des éléments de 19 divisions vietnamiennes, y compris celles qui viennent d'être envoyées en renfort, sont engagés dans des combats face à la résistance des forces patriotiques du Kampuchéa.

Il se confirme également que les forces patriotiques ont attaqué fin janvier l'aéroport de Pochentong, infligeant des pertes au quartier général vietnamien et aux conseillers soviétiques qui s'y trouvaient.

Les victoires de la résistance érythréenne

Communiqué militaire du FPLE

Attaqué par les forces soviéto-éthiopiennes dans la région du Sahel, le FPLE a amorcé un repli stratégique dans les villes libérées, ceci pour conserver ses forces et éviter les sacrifices inutiles.

Actuellement, l'armée d'agression a rencontré une très vive résistance dans les zones se situant entre Afabet et Nacfa.

Victoire du 13.2.79 : 600 Kalachnikov récupérées, 29 Simonov, 99 fusils tchécoslovaques «Nato», 150 mitrailleuses 14 mm, 33 canons antichars, 13 mitrailleuses Decarov, 15 mitrailleuses 16 mm, 2 mitrailleuses P 2 mm, 3 Douchka, 1 char T 54, 5 camions, 20 canons 72 mm, 2 000 soldats ennemis tués, 3 000 blessés, 115 capturés.

Victoire du 15.2.79 : 4 camions récupérés, 3 chars T 54 détruits, 72 Kalachnikov, 172 canons antichars, 12 mitrailleuses, 2 000 soldats ennemis blessés, 1 700 tués.

D'autre part, le FPLE a ouvert un front à 20 kms au Sud d'Asmara. Dans les combats qui se sont déroulés, il a récupéré 60 Kalachnikov, 7 mitrailleuses, 3 pistolets ; 72 soldats éthiopiens ont été fait prisonniers.

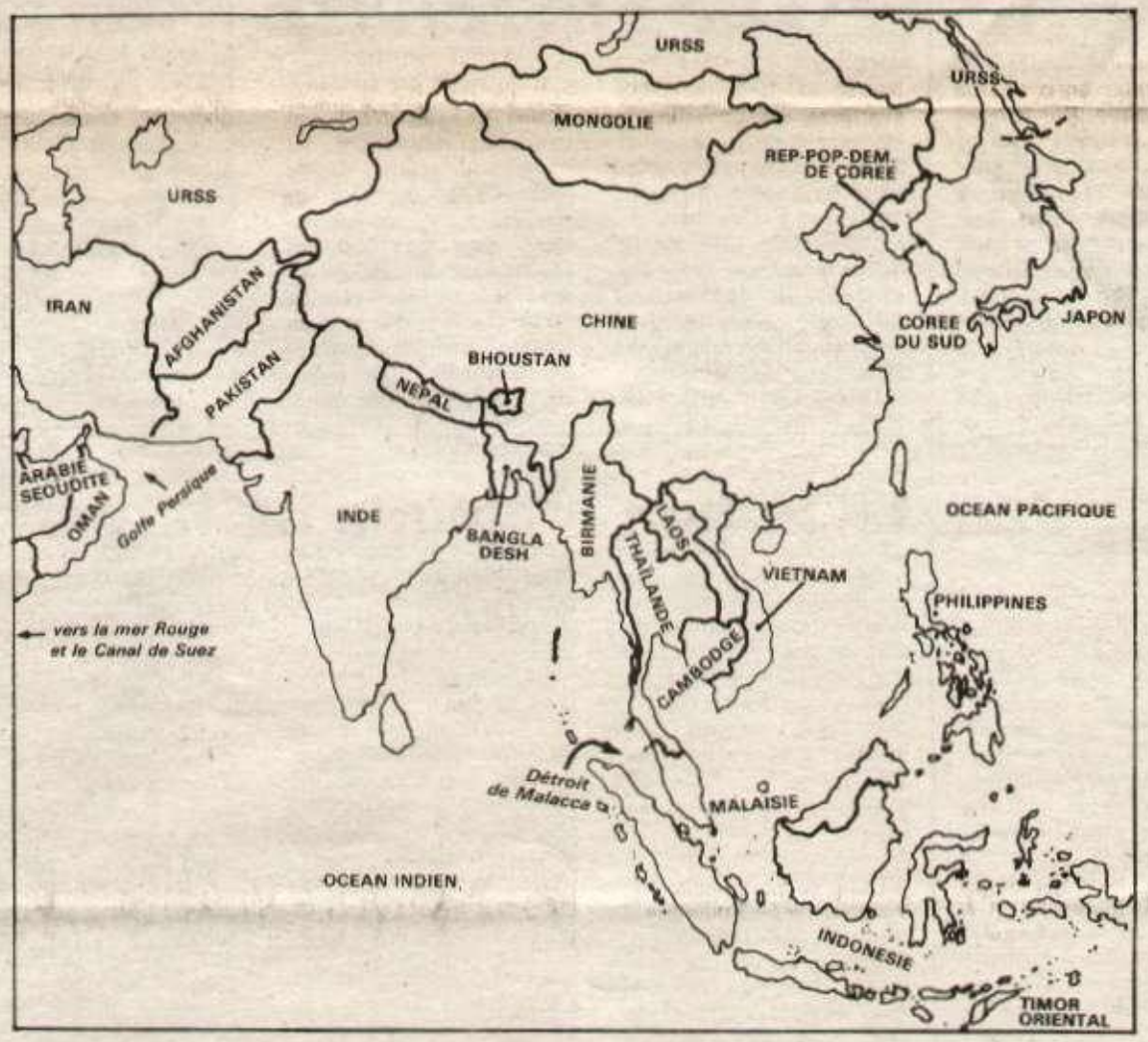
Alors que l'impression qui émane des journaux ces derniers jours est que la résistance érythréenne est près d'être complètement anéantie, les victoires du PFLE sont là pour démontrer que la résistance érythréenne est loin d'être dans ses derniers retranchements, et qu'elle a l'initiative des combats non seulement dans la région du

FPLE, Paris, le 19/2/79

L'ENJEU ASIATIQUE (1)

La brutale invasion du Kampuchéa par les troupes vietnamiennes, en janvier, après que le gouvernement de Hanoï eût signé un traité «d'amitié et de coopération» avec l'URSS, calqué non sur les traités signés habituellement entre l'URSS et les pays du Tiers Monde, mais sur les traités bilatéraux liant entre eux les pays membres du pacte de Varsovie, a mis pleinement en lumière la politique d'expansion des dirigeants de Hanoi. Ceux-ci n'ont cessé dans le même temps de développer leurs préparatifs militaires et les provocations armées contre la Chine, qui s'inscrivaient aussi dans le cadres des manœuvres d'encerclement de la Chine par l'URSS. En quoi la politique vietnamienne favorise-t-elle l'URSS ? A quelles fins l'URSS tente de se tailler ainsi une base avancée au cœur de l'Asie ?

Quelle attitude adopteront les différentes forces de la région, les pays membres de l'Association des nations du Sud-est asiatique (ASEAN), le Japon, l'Inde ? Comment feront face les peuples confrontés à l'agression ? L'enjeu que représente cette région du monde dit la portée de ces interrogations. Les événements qui s'y déroulent définissent des tendances d'une grande importance pour l'avenir, la paix et les transformations du monde.



PLUS DE LA MOITIE DE LA POPULATION MONDIALE

Avec deux milliards 100 millions d'habitants, la vaste région de l'Asie regroupe plus de la moitié de la population du globe, dans des pays de tailles diverses, très différents les uns des autres, de l'Afghanistan à l'Ouest, jusqu'au Japon à l'extrême Est. Leur histoire est profondément marquée par la domination coloniale, qui a triomphé jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, puis par l'intervention américaine. Celle-ci, battue en brèche fut relayée par la dispute soviéto-US qui s'affirma lorsque les navires soviétiques pénétrèrent dans l'Océan Indien, en 1971. L'URSS se lançait dans sa première opération militaire hors de ses frontières, en encourageant la guerre de l'Inde contre le Pakistan et qui aboutit à la fondation du Bengladesh.

C'est dans ces conditions que les peuples d'Asie ont lutté pour garantir leur indépendance nationale, que les pays d'Asie ont cherché à mettre sur pied une coopération régionale. Celle-ci s'est heurtée à des oppositions profondes d'intérêt entre eux. Une partie d'entre eux ont été, lors de l'apogée américaine, mobilisés dans la politique d'encerclement de la Chine et ont servi de base pour l'armée américaine lors de la guerre d'Indochine. Le Japon, quant à lui, domine par sa puissance économique, les économies de nombreux pays et tend à créer une zone yen dans la région. L'Inde a souvent manifesté ses prétentions à l'hégémonie dans le sous-continent indien. Au sein de l'ASEAN des rivalités profondes opposent les gouvernements de pays qui ont en même temps de puissants intérêts communs. Le régime vietnamien, comme l'a démontré toute sa politique récente, aspire à l'hégémonie en Indochine et dans le Sud-Est asiatique. Cet ensemble de problèmes, après avoir été mis à profit et parfois suscités par l'impérialisme américain, l'URSS tente de l'exploiter aujourd'hui pour conduire sa politique dans une région, qu'elle a besoin d'assujettir si elle entend s'assurer l'hégémonie mondiale.

UN RESERVOIR DE MATIERES PREMIERES

Non seulement l'Asie représente un énorme potentiel humain, mais elle constitue également un important enjeu par ses ressources économiques et par sa place stratégique. L'ensemble de la zone représente environ 20 % des exportations et des importations effectuées entre les pays industrialisés et le Tiers Monde. Riche en pétrole dont les potentialités n'ont pas encore été mises en valeur, fournissant au monde la quasi-totalité du caoutchouc, de l'étain, elle est également riche en minerai de tungstène (Thaïlande, Corée), nickel (Indonésie), chrome (Philippines, Inde), cuivre (Philippines) ainsi qu'en produits agricoles (huiles végétales, bois de sciage, jute, soie). L'Asie est une importante source d'importations pour les Etats-Unis (environ un quart des importations venant du Tiers Monde, après les importations de pétrole et le commerce avec l'Amérique latine) et surtout pour le Japon (les deux tiers des importations non pétrolières, et près de la moitié des exportations).

LE DETROIT DE MALACCA

Enfin l'immense continent asiatique est baigné de mers d'une grande importance : au travers des îles asiatiques s'effectue le passage entre l'Océan Pacifique et l'Océan Indien, vital pour le contrôle des lignes d'approvisionnement européen et japonais. Le détroit de Malacca entre l'Indonésie et la Malaisie est un des détroits les plus importants de la planète car il est le point de passage obligé de la quasi-totalité du commerce japonais hors USA et du commerce européen avec l'Asie. La plus grande partie du pétrole japonais en provenance du Proche Orient transite par ce détroit. C'est aussi un point névralgique pour le passage des flottes de guerre, qui sinon doivent aller contourner l'Australie. Obtenir un droit de passage dans ces eaux est pour une puissance mondiale une condition importante pour exercer sa domination.

Mettant à profit le recul américain imposé par la victoire des peuples d'Indochine, l'URSS cherche à son tour à s'installer en Asie pour assurer sa puissance mondiale. Cette tentative est contrecarrée par le refus des pays de la région de s'y soumettre. Si elle réussissait dans ses entreprises, cela constituerait un important bouleversement dans les rapports de force mondiaux en faveur de l'URSS. De ce fait, la résistance du peuple du Kampuchéa, les initiatives prises par les pays de la région et la République populaire de Chine, opposés à cette tentative, sont d'une grande importance.

Grégoire CARRAT

(A suivre)

INTERNATIONAL

Iran EPURATION COMPLETE : UNE REVENDICATION QUI S'AFFIRME

Bien que le travail ait repris à peu près dans tous les secteurs de l'économie, certains groupes de travailleurs, proches d'organisations révolutionnaires, refusent de reprendre la production, sans avoir obtenu des garanties sur la poursuite de l'épuration de tout l'appareil d'Etat. C'est en réponse à ce désir de fermeté exigé par les masses à l'encontre des responsables de la répression sous l'ancien régime qu'un *«tribunal islamique révolutionnaire»* a prononcé lundi la condamnation à mort de quatre généraux, (leur exécution a eu lieu mardi). Par ailleurs, après Tabriz où des éléments armés favorables à l'indépendance de l'Azerbaïdjan ont été réprimés, au Kurdistan les tribus kurdes se seraient insurgées contre le pouvoir central. Sandjabi ministre des Affaires étrangères a mis en garde les Kurdes contre *«ceux qui menacent l'unité nationale»*. Toutes les relations avec l'étranger sont coupées, les frontières sont fermées aux citoyens iraniens qui voudraient rentrer dans leur pays.

Si le gouvernement Bazargan a réussi dans l'ensemble à faire reprendre le travail, il n'en reste pas moins que les contradictions continuent de se développer dans certains secteurs ouvriers et employés et surtout parmi lees déserteurs de l'armée qui, aux côtés d'organisations révolutionnaires, réclament la *«destruction complète de l'armée du Shah et la création d'une armée populaire»*, comme nous l'a précisé un sympathisant des *«Guérilleros-Fedayins du peuple»*.

Selon le correspondant du *Monde*, *«un groupe des ouvriers et employés progressistes»* a déclaré son refus de redémarrer la production, tant que des garanties concernant l'épuration de l'armée et la direction de la NIOC (Compagnie Nationale des Pétroles Iraniens) n'étaient pas obtenues. Samedi, les employés de banque avaient refusé de reprendre le travail, tandis que de nombreux étudiants et écoliers s'opposaient à la reprise des cours.

Les objectifs des Fedayins seraient, selon leurs propres affirmations, de garder les armes *«jusqu'à la destruction complète de l'appareil d'Etat»* de *«détruire complètement l'armée du Shah»* et de *«créer une armée populaire»* et d'obtenir la participation au conseil révolutionnaire de délégués ouvriers et de délégués des groupes armés ayant pris part à l'insurrection.

Ces revendications seront soutenues par *«l'organisation des Moudjahidines du peuple iranien»* et par un nombre important de soldats déserteurs de l'armée du Shah qui refusent de réintégrer leur caserne si l'épuration se limite à quelques généraux.

D'après les «Fedayins», une manifestation, regroupant ouvriers, déserteurs, Fedayins et Moudjahidines aurait réuni 100 000 personnes samedi, dans les rues de Téhéran.

LE JEU PERSONNEL DU «FRONT NATIONAL»

D'autre part, une partie du Front National réclame le droit pour cette formation d'avoir son propre point du vue face aux problèmes que le nouveau régime doit résoudre. Le comité chargé de réorganiser le Front National semble reprocher à ses dirigeants, qui siègent en bonne place dans le nouveau gouvernement, d'oublier leur appartenance à cette formation politique, en alignant systématiquement leur point du vue sur celui des religieux. Les exigences affirmées par le comité du Front National, sont : *«participation au conseil révolutionnaire de toutes les forces ayant pris part à la révolution»*, *«constitution d'une garde nationale»*. La deuxième proposition a déjà été faite par le gouvernement de Bazargan, soucieux de créer un corps d'armée sur lequel il puisse compter.

La première exigence renvoie sans doute à la volonté du Front National de trouver un consensus avec le nouveau régime — sans quoi son pouvoir serait menacé — et surtout à la nécessité pour le Front National d'apparaître en tant que tel et de défendre les couches élevées de la bourgeoisie qu'il représente.

Jeudi, les groupes révolutionnaires appellent à une manifestation, mais cette dernière a été interdite par les nouvelles autorités.

Frank ROUSSEL

Yasser Arafat en Iran
LA REVOLUTION IRANIENNE : UNE VICTOIRE PALESTINIENNE

Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'OLP, a été la première personnalité arabe à se rendre en Iran sous le nouveau régime. Et le premier soutien arabe apporté à l'Iran, après la chute du régime du Shah, est venu du Croissant rouge palestinien. La rencontre Arafat - Khomeiny revêt un caractère historique, dans la mesure où les succès remportés par le peuple iranien contribuent grandement à changer le rapport de forces dans cette région en faveur de la révolution palestinienne.

Khomeiny a déclaré à cette occasion : *«Depuis 15 ans, notre position est claire quant au danger israélien. Cette position se concrétisera encore plus lorsque nous aurons liquidé ce que nous a laissé le Shah»*.

Et Yasser Arafat a répondu : *«Nous avons réalisé deux victoires dans la dernière période : la victoire au Sud contre Israël et la victoire de la révolution iranienne»*.

Il a ensuite attaqué les États-Unis qui *«ont peur de l'Iran et traduisent cette peur en se lamentant sur Israël»*.

Un des ayatollahs présents a dit : *«Le Shah est parti, Yasser Arafat est venu. L'ambassade d'Israël est partie, l'ambassade de la Palestine est venue»*.

Dans ces mots, se résume l'importance de la révolution iranienne pour le changement du rapport des forces. Autrefois, l'Iran était le gendarme américain dans la région. Son rôle était différent de l'Arabie Saoudite qui, en tant que pays arabe confronté à l'Etat sioniste, ne pouvait pas dépasser certaines limites dans son rôle de protégé américain.

ISRAËL-IRAN : UNE ALLIANCE QUI A VECU

C'est l'Iran du Shah qui fournissait le pétrole à Israël, qui intervient en Oman pour liquider la révolution, et qui occupa deux îles arabes dans le Golfe. L'Iran du Shah et Israël formaient une alliance stratégique contre le mouvement de libération arabe : la Savak et les services israéliens coopéraient en Iran et en Israël, les conseillers militaires et économiques des deux Etats travaillaient ensemble, bien qu'il n'y ait pas d'ambassade officielle israélienne en Iran.

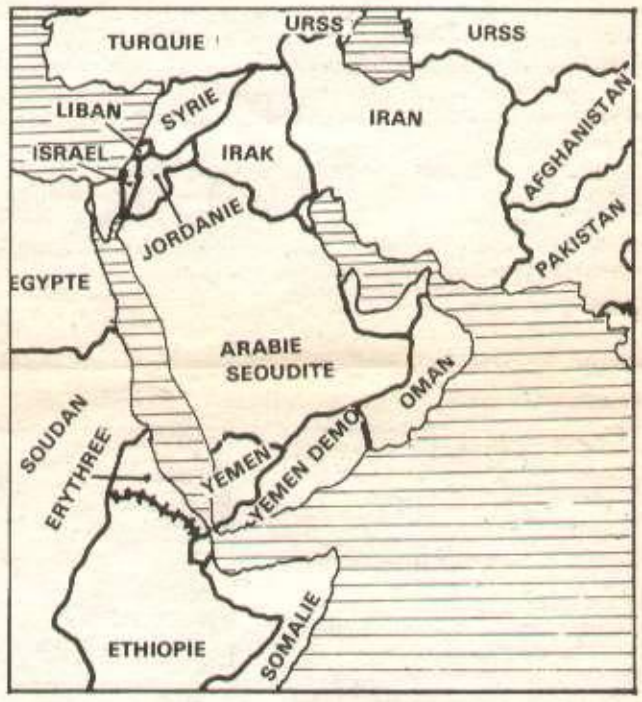
Du côté du peuple iranien, le soutien à la Palestine a toujours été un axe de lutte contre le régime impérial. Les organisations de combattants iraniens ont toujours reçu le soutien de la Révolution Palestinienne et plus encore, de nombreux Iraniens ont combattu dans les rangs palestiniens depuis les combats de Jordanie.

FRATERNITE D'ARMES AU SUD-LIBAN

Un des derniers exemples de cette unité de combat est le ralliement à la Résistance palestinienne, de soldats iraniens appartenant à la FINUL (forces de l'ONU stationnées au Sud-Liban). Depuis le mois de mai 1978, Khomeiny avait lancé un appel aux soldats iraniens de la FINUL en leur disant que leur rôle était de soutenir les Palestiniens et les Libanais contre les sionistes.

Yasser Arafat a exprimé, en Iran, la portée de la révolution iranienne dans la région : *«Dès à présent, l'encerclement de vos frères palestiniens est desserré. Votre révolution a desserré l'étau de la révolution palestinienne»*. C'est Camp David, soutenu par le Shah, qui est remis en cause. Sadate est seul face à Israël. Les investissements iraniens en Egypte, en coopération avec les États-Unis, risquent d'être remis en cause. Economiquement et moralement, c'est la défaite de la démarche de Sadate. Mais l'encerclement de la Résistance venait aussi des pays arabes voisins, la Syrie et l'Irak principalement. Le soutien iranien à la révolution palestinienne est une victoire pour l'indépendance de la volonté palestinienne. Yasser Arafat a déclaré à Khomeiny lors de cette visite : *«Votre responsabilité sur Jérusalem est aujourd'hui plus grande que la mienne. Je ne possède que mon sang et les sacrifices de mon peuple et vous possédez toutes les possibilités du grand Etat de l'Iran»*.

Yomna El-Khalil



Yasser Arafat a reçu un accueil chaleureux du peuple et des nouvelles autorités iraniennes. Ici, il salue la foule du haut du balcon de l'ancienne mission israélienne devenue le bureau de l'OLP.

• Ethiopie-Soudan : Echec des négociations

Malgré les efforts entrepris par l'OUA et la médiation entreprise par la Sierra Leone, les entretiens qui se sont poursuivis, pendant 3 jours entre Mengistu (Ethiopie) et Nemeiry (Soudan) n'ont abouti à aucun résultat sur la liquidation du contentieux entre les deux pays.

• Zaïre : La Belgique envoie un bâtiment de guerre

Après l'envoi d'un contingent de parachutistes, la semaine dernière, la Belgique a envoyé un navire de commandement et de soutien logistique au Zaïre.

• Zimbabwe : Le Front patriotique attaque l'aéroport de Salisbury

Lundi soir, les combattants de la ZAPU ont attaqué au mortier l'aéroport de Salisbury, cette opération est la première de cette importance dirigée contre un point vital de la capitale rhodésienne.

le quotidien du peuple

VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES

A propos de «Sarcelles ou le béton apprivoisé» de Canacos, maire PCF

Un précurseur de l'urbanisme giscardien

Par Nicolas GUILLOT

Sarcelles fut longtemps le symbole du grand ensemble-dortoir inhumain des années 60. C'est largement à partir de l'expérience de Sarcelles que les technocrates giscardiens ont mis au point leur nouvelle politique urbaine : plus de cités dortoirs sans équipement et sans commerce, plus de ghettos ouvriers ; et la dernière de leurs recettes : faire «participer» les habitants à la consultation sur leur cadre de vie, qui bien entendu se décide ailleurs.

10 ans avant eux, Canacos, maire PCF de Sarcelles, confronté aux mêmes revendications des habitants, est arrivé aux mêmes conclusions et a mis au point les mêmes recettes. C'est ce qu'il décrit dans son livre.

Canacos a au moins le mérite de la franchise. Il décrit, sans sourciller, toutes les compromissions pour conquérir la mairie ; puis, enfin parvenu à ses fins en 65, ses efforts inlassables pour se faire accepter par les promoteurs et les représentants du pouvoir comme un interlocuteur, certes pas facile, mais responsable et réaliste.

C'est là un des aspects de la politique municipale du PCF : dans une ville où tout est loin d'être gagné, où le pouvoir est à conquérir, où il est sans cesse remis en cause, il leur faut composer avec les masses, trouver des formes de «participation», se donner un visage démocrate. Ailleurs, là où leur pouvoir est bien assis, où les promoteurs, les aménageurs, ce sont eux, leurs sociétés HLM, leurs bureaux d'étude, là, ils ne prennent pas autant de gants...

Des références méritées

Citée par Canacos, cette déclaration est de Bloch-Lainé, le PDG de la Caisse de Dépôts et de Consignations, membre d'une dynastie de hauts fonctionnaires de l'Etat capitaliste. On a les références qu'on peut.

«Autre moralité de l'histoire de Sarcelles : la technocratie des promoteurs est infirme sans la démocratie des habitants. La première est tentée de retarder le seconde pour n'être pas gênée trop tôt dans ses plans et dans ses travaux... Rêvent-ils, ces promoteurs, d'un consensus silencieux ? Ils constatent vite son absence s'ils ne provoquent pas de «négociations».

A Sarcelles, nous avons joué de malheur avec les élus locaux jusqu'à la venue au pouvoir d'un maire communiste. L'ancien maire rural, classé «indépendant», avait été confirmé par les nouveaux électeurs citadins. Sa compromission avec un promoteur affairiste privé l'a fait révoquer. L'électorat penchait encore du côté de la majorité gouvernementale quand la négligence des élus de cette tendance l'a fait glisser plus à gauche. L'efficacité d'un communiste, que secondent les meilleurs militants du cru, s'est finalement imposée. Sarcelles est maintenant bien administrée par une équipe qui a davantage le sens de l'ordre que ses adversaires, qui s'appuie sur un appareil mieux structuré et plus dévoué. Quels que soient leurs sentiments, les techniciens, constructeurs et gérants s'en trouvent plutôt bien. Ceci est à méditer».

Le centre commercial des Flanades, attendu pendant 15 ans par les Sarcellois et occasion d'un retentissant scandale.

La mairie vaut bien une grève brisée

Pendant longtemps, la mairie de droite avait tout fait pour éliminer le PCF de la direction des associations d'habitants qu'elle contrôlait. Pour la première fois, en 58, la droite leur laisse la direction de la manœuvre : il s'agissait de briser une grève des loyers, massivement suivie, que le PCF avait réussi à impulser 5 mois auparavant :

«Ce ne fut pas facile. Les «mous» n'étaient pas venus. L'assemblée était divisée en trois. Les «antis», soutiens de la municipalité, ceux qui n'avaient jamais cessé de saboter le mouvement ; enfin les «durs», ceux qui, contre vents et marées, sans tenir compte des réalités, voulaient continuer et même durcir la lutte en poursuivant non seulement la grève des augmentations, mais en ne payant plus de loyer du tout. Et puis nous, les communistes et les partisans de notre position réaliste. Cuk (futur conseiller municipal PCF) *expliqua la situation, montra la force de l'adversaire, dénonça ses soutiens, parla politique, éleva le niveau du problème. La SCIC* (le promoteur), *en définitive n'était qu'un comparse. Le véritable ennemi, c'était le ministre de la Construction, c'était le pouvoir personnel, le pouvoir gaulliste... Il fallait savoir terminer une grève, expliqua-t-il...*

La lutte n'était pas finie, elle allait continuer sous d'autres formes. Mais il apparaissait clair et net que, tant que nous aurions un tel pouvoir en face de nous, que ce soit au gouvernement ou à la mairie, la lutte, même celle pour un loyer décent, humain, serait très difficile».

Participation

Dès le lendemain de son élection, la nouvelle municipalité de gauche met en place les structures de la «participation», les mêmes que d'Ornano expérimente aujourd'hui : des personnalités représentatives locales sont consultées sur les projets. Bien entendu, les décisions se prennent en Conseil municipal. Bien entendu, également, deux commissions-clef, finance et information, restent chasse-gardée. Six ans plus tard, sous la contrainte du PSU, ils accepteront... un représentant non élu dans chacune de ces 2 commissions.

«Faire participer la population, tout le Parti planchait sur ce problème. Peu à peu une idée prenait corps. Le conseil municipal était divisé en commissions pour étudier les différentes questions : affaires scolaires, sports, loisirs, finances etc. Et si nous élargissions ces commissions à d'autres personnes que les seuls conseillers ?...

Mais qui faire participer à ces commissions municipales élargies ? Des personnalités ? Il n'y en avait pas à Sarcelles, pratiquement pas de notables dans cette ville trop jeune.

— Des personnalités, des notables, c'est bien beau, dit Lecouteux, (conseiller municipal de gauche) *mais ces gens, bien souvent, ne représentent rien d'autre qu'eux-mêmes. Quel intérêt y aurait-il à inviter de tels gens ?*

— Je m'excuse, dit Pierre Nicolas, (autre conseiller) *mais il y a des personnalités à Sarcelles. Poitrine, par exemple, président de l'A.S.* (responsable, radical, de la principale association d'habitants), *c'est une personnalité et qui ne représente pas que lui-même, mais les gens du grand ensemble. Et le président de l'association sportive est bien, en quelque sorte, le représentant des sportifs.*

— Bravo Pierre, je crois que tu as trouvé la solution. Les gens à inviter pourraient être des membres des diverses associations... Deux commissions pourtant se prêtaient mal à ce genre d'élargissement : la commission des finances et celle de l'information».

Expropriations

Monsieur le Maire reçoit un paysan exproprié :

«L'homme entra, le sourcil froncé, la bouche mauvaise, visiblement agressif. Au premier coup d'œil, on voyait qu'il n'était pas décidé à lâcher facilement.

— Bonjour, monsieur Legros. Voulez-vous vous asseoir ?».

C'est curieux comme le fait de s'entendre appeler par son nom peut détendre un homme. C'est physique. Il n'est plus l'inconnu, l'anonyme qu'on rencontre par hasard. Il est maintenant celui qu'on attendait, qu'on connaît, qu'on a convoqué pour discuter... On est celui que Monsieur le Maire connaît, appelle par son nom».

Paris

A nouveau à propos des Halles

Ca y est, Chirac a accouché d'une nouvelle maquette d'aménagement des Halles. Quelques précisions intéressantes : les promoteurs du Forum commercial de luxe auront toutes les boutiques en surface qu'ils demandaient ; par contre les revendications des habitants du quartier se trouvent réduites à une peau de chagrin : les équipements socio-culturels prévus ne seront que partiellement réalisés, il y aura 190 HLM au lieu des 300 prévus et le passage en souterrain du boulevard Sébastopol ne se fera pas, il est trop cher.

De toute façon, Chirac met les associations d'habitants du quartier au pied du mur. Alors qu'elles demandaient une entrevue depuis plusieurs mois, elles seront reçues... cette semaine, après que Chirac, seul maître à bord, ait eu pris sa décision.

Paris

Le PCF et le logement

Samedi 17, le PCF organisait à Paris un rassemblement régional sur la question du logement. Quelques centaines de personnes étaient censées représenter les quelque 10 millions d'habitants de la région parisienne.

Dans la salle, plusieurs témoignages, parfois émouvants, décrivaient les difficultés qu'ont les travailleurs à supporter les conditions de logement déplorables, les appartements trop petits, les hausses de loyer. Telle cette mère célibataire, au chômage avec deux enfants, qui vit avec 1 500 F par mois et a été saisie car elle ne peut payer son loyer de 500 F. Ce retraité qui voit son loyer de 340 F atteindre les 920 F avec les charges. Ce couple qui vit dans une pièce minuscule en attendant depuis 10 ans qu'on lui attribue une HLM...

Quel contraste avec les élus locaux PCF de la tribune, souvent membres des conseils d'administration de sociétés d'HLM semblables à celles condamnées par les travailleurs, et qui profitaient cyniquement de leur détresse pour répéter inlassablement : *«C'est la faute du gouvernement, mais comptez sur les élus du PCF pour vous défendre».*

le quotidien du peuple

Selon des informations de Beijing (Pékin)

TROIS BASES DE MISSILES DETRUITES AU VIETNAM

La radio de Hanoï a annoncé mardi que la ville de Lao Caï au Nord du pays avait été investie par les forcés chinoises. Selon l'ambassadeur du Liban à Pékin, Elie Boustany, ses interlocuteurs chinois lui ont réaffirmé que leur intention était de *«donner une leçon»* au Vietnam, que la Chine n'avait aucune intention d'occuper une seule parcelle du territoire vietnamien. Pour sa part, l'agence de presse yougoslave Tanyoung a cité des informations chinoises selon lesquelles la Chine se retirerait sans conditions. En particulier les informations collectées par Tanyoung affirment que le retrait des forces chinoises n'était en rien lié au retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge. Pour l'instant le gouvernement chinois n'a donné aucune date pour le retrait des forces chinoises.

La portée et la nature de l'intervention chinoise ont été confirmées dans la journée de mardi par des informations dont l'AFP se fait l'écho. Ces informations seraient fondées sur un rapport remis aux cadres chinois et sur un texte interne. Selon ces données, la Chine aurait engagé 200 000 hommes dans son action militaire, force totalement disproportionnée avec le but qu'on lui prête à Hanoï et Moscou de vouloir envahir le Vietnam qui dispose de plus de 700 000 hommes très bien entraînés et bien armés, et qui ne lui permettrait pas même de prendre un «gage» en échange d'un retrait du Cambodge. Par contre, selon les documents cités, en pénétrant au Vietnam par 26 points pour s'enfoncer jusqu'à 15 kilomètres à l'intérieur du territoire vietnamien, l'armée chinoise est parvenue à frapper violemment le dispositif militaire que le Vietnam utilisait pour mener les incursions permanentes et sanglantes dans les provinces frontalières. *«Le Vietnam n'a pas eu le temps de se mettre en garde. Ses pertes ont été lourdes»*, affirme le rapport. Trois divisions vietnamiennes ont été mises hors de combat, subissant 10 000 morts et blessés, trois des sept bases de missiles déployées contre la Chine ont été complètement détruites et *«les quatre autres ont subi de gros dommages et sont actuellement inutilisables»*. Les pertes chinoises selon le rapport seraient de 2 000 à 3 000 morts et blessés. Pour sa part le gouvernement vietnamien fait état de 5 000 tués et blessés du côté chinois sans donner aucune indication sur ses propres pertes.

PAROLES ET PRESSIONS DIPLOMATIQUES DE MOSCOU

Malgré les déchaînements verbaux frisant l'hystérie, Moscou paraît, pour l'instant, avoir considéré que le caractère limité de l'opération chinoise ne nécessitait pas de sa part la réaction importante que susciterait une tentative d'invasion. La seule indication donnée a été que l'armée soviétique avait supprimé toutes les permissions, mais les observateurs militaires occidentaux n'ont relevé pour l'instant aucune augmentation des activités militaires soviétiques.

Ce déferlement propagandiste de la part de Moscou, organisé autour de l'avertissement demandant à Pékin de se retirer *«avant qu'il ne soit trop tard»*, et de l'affirmation que l'URSS remplira ses engagements vis-à-vis du Vietnam, a permis d'amener les pays du Pacte de Varsovie à s'engager plus avant dans la politique étrangère soviétique. Le gouvernement roumain a une nouvelle fois rejeté les tentatives soviétiques et démasqué leur contenu, en demandant que les deux pays, la Chine et le Vietnam, maintiennent leurs troupes à l'intérieur de leurs frontières.

Si l'attitude de l'URSS à l'égard de la Chine est surtout verbale, à l'égard des pays occidentaux par contre la pression politique est très pressante. Sous la plume de Petrov, qui désigne une personnalité de rang gouvernemental, la *Pravda* écrit : *«Le plan d'incursion au Vietnam a été déterminé par la position adoptée par les puissances occidentales et le Japon... Deng a affirmé à Washington son intention de s'en prendre, les armes à la main, au Vietnam, tandis que les USA affirmaient qu'ils souhaitaient une Chine forte»*. L'intention est évidente. D'abord bien sûr jeter un voile sur les incursions répétées du Vietnam. Mais surtout, rendre responsables les pays occidentaux des initiatives chinoises, les contraindre à se détourner d'un rapprochement avec la République populaire de Chine au moment où celle-ci montre qu'il est possible, avec des moyens appropriés, de tenir en échec les menées soviétiques ou celles encouragées par l'URSS pour autant que l'on ne se laisse pas intimider par un chantage à la guerre, dont sont généreux les gens de Moscou.

Les Etats-Unis ont officiellement lancé un appel à la Chine pour qu'elle retire ses troupes, mais des responsables américains ont déclaré qu'ils s'attendaient à ne recevoir aucune réponse de la Chine, qui poursuivrait l'action ainsi qu'elle l'avait prévue.

G.C

La presse Hersant n'est pas parue mercredi

Le Figaro, L'Aurore, France-Soir et Paris-turf n'ont pas paru mercredi matin. C'est par suite de la remise en cause par Hersant des accords du 3 mars 1978 sur les effectifs techniques de son groupe parisien que le syndicat du Livre a décidé d'appeler les travailleurs des quatre journaux à une grève de 24 heures.

Les accords de l'année dernière fixaient les effectifs globaux des imprimeries parisiennes du groupe à 1 005 ouvriers. Depuis, Hersant n'a cessé de proférer des menaces quant au nombre de postes à maintenir. Il veut désormais prouver sa détermination en adressant des avertissements de plus en plus répétés sur la situation *«catastrophique»* de ces titres parisiens, et notamment de *France-Soir*.

Hersant en vient aujourd'hui au chantage bien connu de tous les travailleurs en lutte : *«Ou bien des suppressions d'emploi, ou bien la fermeture de l'entreprise»*. A *France-Soir*, Jacques Hersant le fils — directeur de la gestion — ne garantit pas l'avenir du journal en 1979. Dans sa lettre adressée au Comité-inter du Livre parisien, son père parle de supprimer une ou deux éditions de ce quotidien. Les ouvriers du Livre, tentant de mobiliser les autres catégories de travailleurs (employés, cadres, journalistes) déclarent vouloir refuser ce chantage.

La situation actuelle des luttes en France (sidérurgistes, télé, etc.) semble avoir redonner au Livre la volonté d'appeler à des actions plus dures. Pourtant, derrière Hersant, c'est le pouvoir, celui de Giscard et des banques, qui tire les ficelles. Le projet de concentration des imprimeries parisiennes n'est qu'un maillon de la mainmise totale sur les moyens d'information. Et contre cela, c'est une mobilisation de l'ensemble des travailleurs de la presse à laquelle il faut tendre.

Pau : succès de la soirée de solidarité avec les immigrés

Vendredi 16 février, des groupes compacts se pressent dans l'entrée du Centre Rencontre et Recherche à Pau où se déroule la soirée de solidarité à Gabriel Crespo et aux immigrés. Depuis plus de 2 mois le Comité de solidarité Français-Immigrés poursuit la mobilisation pour obtenir l'annulation du refus de séjour qui a frappé Gabriel Crespo en décembre dernier. L'affluence à la soirée organisée par le comité (200 personnes environ) démontre bien que la mobilisation n'a pas faibli. Au contraire, puisque à 3 jours de l'audience du Tribunal Administratif, ce sont de nombreuses familles d'immigrés, de nombreux étudiants (africains et aussi français) ainsi que les milieux populaires des quartiers, qui ont répondu à l'appel du comité.

Le Comité de solidarité ouvrait la soirée par une série d'interventions attentivement écoutées. Les militants du comité rappelaient les actions entreprises pour défendre Gabriel et l'audience populaire qui s'est manifestée par plus d'un millier de signatures sur la pétition exigeant le retour de Gabriel. Un camarade africain devait ensuite replacer dans le cadre actuel de répression, les luttes des immigrés contre les circulaires racistes et scélérates du pouvoir, ainsi que les tentatives faites contre les organisations étrangères pour bâillonner leur expression politique. Enfin, un militant syndicaliste mettait en avant dans son intervention l'unité de lutte grandissante des travailleurs français et immigrés contre la politique de crise de la bourgeoisie et ses manœuvres de division.

Après la projection d'un film retraçant les violences policières et la résistance des immigrés dans la région lyonnaise, un débat s'instaurait avec la salle. Plusieurs immigrés présents apportaient leurs témoignages, ce qui donnait l'occasion au comité, par diverses interventions, de préciser ses bases pour l'action : les immigrés doivent diriger eux-mêmes leurs luttes aux côtés des travailleurs français, afin d'avancer ensemble dans la lutte contre la politique de crise. Tous les «indésirables» comme Gâbriel, ceux de Lorraine, ceux du Nord, ces milliers de jeunes chômeurs, de femmes en lutte, forment une grande famille que rien ne doit séparer. C'est dans cette ambiance chaleureuse et fraternelle de communauté de lutte, que se poursuivait la soirée tard dans la nuit aux rythmes des guitares des chanteurs basques et espagnols venus apporter leur soutien.

Correspondant

• Alain Bobbio, directeur de *Rouge*, arrêté. Intolérable atteinte à la liberté de la presse

Le directeur de l'hebdomadaire *Rouge*, Alain Bobbio, a été arrêté mardi matin. Transféré à Fleury Mérogis, il devait être à nouveau transféré, à Besançon cette fois-ci.

Le motif de cette arrestation reste assez incroyable.

En avril et juin 1977, les travailleurs de Lip, qui sortent régulièrement un journal appelé *Lip Unité*, publient un numéro pirate dont le titre est *Lip républicain*. Ils entendent par là évoquer le quotidien régional *L'Est républicain*, et le type d'informations qu'il apporte sur la lutte. Les dirigeants de *L'Est républicain* portent plainte, et le juge Kerr est chargé de l'affaire. Celui-ci constate que les caractères d'imprimerie utilisés par *Lip républicain* ressemblent à ceux de *Rouge*. Il convoque le directeur de *Rouge*, l'accusant de *«contrefaçon»*. Près de deux ans après, celui-ci ne s'étant pas rendu à la convocation, un mandat d'amener est lancé contre lui, par l'intermédiaire du parquet de Bobigny, le siège de *Rouge* étant situé en Seine-Saint-Denis.

L'affaire est incroyable dans la mesure où le numéro pirate de *Lip Unité* ne portait aucune mention d'Alain Bobbio, simplement directeur de publication de *Rouge*. De plus, la procédure employée, un mandat d'amener avant l'inculpation, si elle est «légale», n'est quasiment jamais utilisée.

Il s'agit là d'une intolérable atteinte à la liberté de la presse.

• Un patron condamné pour sexisme à l'embauche

Début octobre dans la presse locale de Limoges, paraît une petite annonce : *«Près zone industrielle cherche une bonne dactylo qualifiée avec notion de comptabilité»*.

Une femme répond à cette annonce, ayant toutes les qualifications requises pour un tel poste. Mais quelle ne sera pas la réponse de l'employeur : *«Je suis pantois. Vous vous consacrez déjà à votre époux, à vous-même et à vos enfants... Vous souhaitez régler les problèmes de mes 65 clients... Je ne compte pas le temps que vous donnerez à votre patron. Madame, je vous en prie, occupez-vous de votre foyer et de vos enfants»*.

Le tribunal de grande instance de Limoges vient de rendre son jugement : 2 000 francs d'amende pour le patron sexiste aux relents passéistes...

• Bugey IV a divergé

Le quatrième réacteur, d'une puissance de 900 mégawatts, de la centrale nucléaire de Bugey, dans l'Ain, a divergé dans la nuit de samedi 17 à dimanche 18. Cette opération est la mise en route des premières réactions nucléaires de fission au cœur du réacteur. Le raccordement de ce quatrième réacteur au réseau de distribution EDF devrait intervenir dans une quinzaine de jours. Un cinquième réacteur doit effectuer la même opération au cours de ce printemps. La puissance de la centrale du Bugey sera alors de 4 140 mégawatts (le premier réacteur est de 540 mégawatts).

LE MONOPOLE GRIGNOTE DE L'INTERIEUR PAR LES TRAVAILLEURS DE LA SFP EN GREVE

Un groupe de travailleurs de la SFP et des différents services de l'ex-ORTF (INA, A 2, TF 1...) ont élaboré une cassette dont le thème tourne autour de leur lutte contre la politique liquidatrice de Clermont-Tonnerre le nouveau directeur et de ses 54 licenciements. Cette cassette sera diffusée par l'ensemble des radios libres le jeudi 22 février à 20 heures. Le monopole fout le camp...